



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE A LA SOCIETE MAISON A A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 43 BOULEVARD MARINONI DE LA SIGNATURE DE L'ARRETE AU 17 MARS 2026 DE 08H00 A 18H00 AFIN D'EFFECTUER LA PEINTURE DE LA FACADE AVEC UN PONT ROULANT

N° : **260325** DATE D’AFFICHAGE : **13 MARS 2026**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la route,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,
Vu la délibération municipale n°4 du 06 décembre 2022 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation,

Vu la demande en date du 12 mars 2026 présentée par la société MAISON A ayant son siège social au 160, route de Bellet 06200 NICE, en vue d’occuper, de la signature de l’arrêté au 17 mars 2026 de 08h00 à 18h00, une partie du domaine public communal situé au 43, boulevard Marinoni afin d’effectuer la peinture de la façade avec un pont roulant d’une dimension de 150 cm x 90 cm.

Considérant qu’il convient de répondre favorablement à cette demande.

ARRETE

Article 1^{er} : La société MAISON A est autorisée à occuper de la signature de l’arrêté au 17 mars 2026 de 08h00 à 18h00, une partie du domaine public communal situé au 43, boulevard Marinoni afin d’effectuer la peinture de la façade avec un pont roulant d’une dimension de 150 cm x 90 cm.

Article 2 : Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l’utilisation de cette structure.

Article 3 : La présente autorisation n’est pas transmissible et ne peut être cédée.

Article 4 : La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le mardi 17 mars 2026, à 18 heures 00.



Article 5 : Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

Article 6 : L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

Article 7 : La présente autorisation est révoquée à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 9 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le **13 MARS 2026**

Le Maire,
Roger ROUX

